

Nicaragua : le féminisme comme exercice d'autonomie et de lutte pour la liberté

vendredi 28 décembre 2018, par [BLANDON María Teresa](#), [KOROL Claudia](#) (Date de rédaction antérieure : 23 décembre 2018).

C'est la première d'une série d'entrevues avec des activistes nicaraguayennes reconnues, qui nous présentent les dilemmes vécus dans le pays qui nous avait offert l'une des plus belles révolutions.

Dialogue avec María Teresa Blandon, enseignante, activiste du mouvement féministe nicaraguayen, directrice de La Corriente. Elle réfléchit sur le moment politique de ce pays centraméricain et nous dit : « Les féministes nicaraguayennes vont continuer à dénoncer ».

Fille d'un paysan et d'une maîtresse d'école, María Teresa Blandon a rejoint à 17 ans la révolution sandiniste et ensuite le mouvement féministe. Elle nous conte les dures controverses entre le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), à partir du moment où celui-ci fut complètement pris par l'ortéguisme, et le mouvement des femmes, le féminisme, mais aussi les mouvements de défense des droits humains, les jeunes, le journalisme indépendant et les moyens de communication communautaires.

Claudia Korol - Comment se déroula le processus par lequel le FSLN s'est éloigné de l'expérience de la révolution que nous avons tant aimée en Amérique latine ?

María Teresa Blandon - La vérité, c'est qu'il s'agit d'un très long chemin. De cette révolution des années 1980, qui a suscité tant d'émotion, tant d'espérance en Amérique latine, il ne reste plus rien depuis très longtemps. Depuis que le Front sandiniste s'est divisé, son secteur le plus autoritaire, le plus belliqueux, le plus violent a conservé le contrôle politique et a usurpé la mémoire collective sandiniste. Ce secteur du sandinisme est très impliqué dans la corruption. La « piñata » des années 1990 fut le coup de grâce donné à la lutte merveilleuse du sandinisme, mais de nombreuses personnes semblent ne pas s'en être rendues comptes. Quand le FSLN perdit les élections, le 25 février 1990, il redistribua parmi la direction sandiniste les biens de l'Etat qui avaient été confisqués à des secteurs au pouvoir lors du triomphe de la révolution sandiniste. Ce processus mène à la formation d'une « bourgeoisie sandiniste », intégrée par plusieurs des principaux dirigeants du FSLN. La spoliation des biens de l'Etat est connue comme « la piñata sandiniste ».

En 1998, Zoilamérica - fille de Rosario Murillo, épouse actuelle de Daniel Ortega et vice-présidente du pays - dénonça Daniel Ortega pour abus sexuel. Daniel Ortega, qui avait adopté Zoilamérica, fut accusé par la jeune femme de l'avoir abusée sexuellement et de l'avoir violée, alors qu'il était député sandiniste. Lorsque, après avoir été dénoncé pour violences sexuelles, Ortega est revenu au pouvoir, il y avait pourtant encore des gens qui le considéraient comme un révolutionnaire.

Ceux qui vivaient ici au Nicaragua, et plus particulièrement les féministes, ont dit que ce n'était pas le cas. Douze ans après le retour de Daniel Ortega au gouvernement, il y a eu de nombreux reculs. Pour les femmes, pour l'ensemble de la société. Pour la démocratie, pour les droits des femmes, pour la participation citoyenne, pour la liberté d'expression. Il s'agit d'un gouvernement qui a

construit son projet sur une base populiste : tout en donnant assistance aux pauvres, il maintenait un accord solide avec la grande entreprise privée, au point de transformer cet Etat en Etat corporatif. C'est la réalité que nous avons vécue ces dernières années et qui, à partir d'avril, est entrée en crise, parce qu'il y a une accumulation de dommages, de restriction des libertés, de persécution, de corruption, d'opacité des politiques publiques.

Comment fut cette alliance avec les Eglises, et comment est-elle aujourd'hui ?

Pendant ces douze années, Daniel Ortega a réussi à maintenir de son côté la majorité des Eglises évangéliques, qui ont une histoire assez grave de corruption et d'opportunisme, et il a coopté une partie de l'Eglise catholique. Mais, surtout durant ces 5 dernières années, des secteurs de l'Eglise catholique ont commencé à se préoccuper - non du thème des droits des femmes, parce que sur ce point ils sont d'accord avec Ortega - de la fermeture des espaces de participation citoyenne, du thème de la censure, de l'opacité des politiques publiques. Il arrive aussi que le gouvernement Ortega-Murillo a disputé à la hiérarchie catholique y compris les rituels catholiques les plus chers à l'Eglise. Rosario Murillo est devenue une espèce de prêtresse assez étrange. Elle lit la Bible tous les jours, elle célèbre l'Enfant-Dieu, elle dépense des millions de cordobas du budget de la République pour célébrer la Purísima. Elle s'est chargée d'acheter une partie de l'Eglise catholique. Une partie de la hiérarchie s'est positionnée en faveur du gouvernement. Maintenant, la relation est ouvertement tendue.

En avril, avec l'éclatement de la crise, cette relation s'est brisée, bien que par en bas le couple Ortega-Murillo continue d'avoir des stratégies de cooptation et de chantage. Ortega a demandé à la Conférence épiscopale d'être médiatrice d'un dialogue, pour gagner du temps et freiner la protestation citoyenne qui prenait toujours plus de force. Lors de cette tentative de dialogue, une partie de l'Eglise catholique a pris la défense des jeunes qui se trouvaient sur les barricades pour défendre leurs droits. Ortega a répondu par des emprisonnements et des assassinats et cette relation tendue s'est rompue irrémédiablement. De sorte qu'en ce moment le gouvernement Ortega-Murillo a considéré la hiérarchie catholique et il a lancé une campagne de stigmatisation, il a menacé les évêques de la Conférence épiscopale, il a fait poursuivre des prêtres. Le lien précaire, maintenu en raison des intérêts des deux parties, s'est brisé.

Quelle information y a-t-il sur les prisonnier-e-s politiques ?

Le nombre total des prisonnier-e-s est énormes : plus de 500 prisonnier-e-s politiques. Actuellement, 50 femmes sont prisonnières. La situation est terrible, parce que ces jeunes ont été séquestrés, il n'y a aucune procédure générale pour les capturer. Des policiers et des para-militaires ont participé à ces détentions. En aucun cas, il n'y a de mandat d'arrêt. Un groupe d'environ 10 juges, fidèles serviteurs du régime Ortega-Murillo, a prononcé des jugements nettement irréguliers, avec des faux témoins, en appelant des policiers pour témoigner. Les prisonnier-e-s sont accusé-e-s de choses absurdes : terrorisme, détention d'armes lourdes. Une chose totalement irrationnelle.

Dans le cas des femmes prisonnières, il y a une misogynie marquée, profondément machiste. Des femmes furent libérées, mais d'autres restent prisonnières. Elles ont dénoncé le fait d'avoir été abusées sexuelles, obligées de se dénuder, d'avoir été tripotées par des officiers de police. Il y a au moins trois cas de femmes ayant avorté suite aux mauvais traitements et aux tortures qu'elles ont subies. Certaines sont incarcérées dans la prison de El Chipote, un lieu où Somoza torturait les prisonniers politiques. Des prisonnières ont des maladies graves. Leurs familles ont demandé qu'elles soient soignées par un spécialiste et cela n'a pas été possible. Il y a quelques mois, au moins 16 prisonnières qui se trouvent à la prison de La Esperanza furent sauvagement frappées par des hommes qui n'appartiennent pas au personnel pénitentiaire, parce qu'elle s'opposaient au transfert vers une destination inconnue d'Irlanda Jerez, une jeune dirigeante emblématique, qui a pris la tête

des protestations au Mercado Oriental, l'un des grands marchés de l'Amérique centrale. Quand ces hommes qui n'appartiennent pas au personnel pénitentiaire ont voulu faire sortir Irlanda Jerez pour l'interroger, les autres prisonnières l'ont défendue. Toutes furent blessées et les autorités n'ont pas permis aux médecins de les examiner après ce passage à tabac. Elles ont raconté, lors des rares moments où elles ont vu leurs familles, qu'on les espionne, qu'on les dénigre, qu'on leur inflige de mauvais traitements, qu'on ne leur permet pas de nombreuses reprises de prendre des médicaments, qu'on ne leur donne pas le temps nécessaire pour parler à leurs familles, qu'on ne leur accorde pas le temps réglementaire pour aller prendre l'air dans la cour. On n'a pas permis aux prisonnier-e-s d'avoir une défense efficace. On a voulu leur imposer des avocats d'office, choisis - comme nous le savons - par Ortega-Murillo. Les avocats de défense des droits humains, qui donnent une assistance juridique aux prisonnier-e-s, ont été harcelés et boycottés.

Cette semaine, ont été fermées les ONG qui défendent les droits humains, les organisations féministes, les organisations de défense de l'environnement et les moyens de communication indépendants... En réalité, la répression n'a jamais cessé. Après avoir démantelé les barricades et les barrages à coups de fusil, avec un solde de morts que nous n'avons toutefois pas terminé de comptabiliser de manière certaine, une autre forme de répression consiste à empêcher à tout prix les Nicaraguayen-ne-s de descendre dans la rue.

Quels sont les chiffres des mort-e-s depuis les journées d'avril ?

Le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) parle de 325 personnes assassinées depuis avril - ce qui correspond aux chiffres donnés par la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH). L'Association nicaraguayenne pro-droits humains (APRODH) donne d'autres chiffres : environ 500 assassinats et un chiffre pas exact de disparus. La CIDH a eu beaucoup de difficulté pour effectuer son travail d'enquête. Le Mécanisme spécial de suivi pour le Nicaragua (MESENI) n'a pas eu non plus de nombreuses possibilités. Le gouvernement a refusé systématiquement de donner une information complète sur les personnes assassinées. Tant que ce régime reste au pouvoir, nous n'allons pas réussir à connaître la réalité. Ce sera après son départ.

Quels furent les autres modes de répression ?

Comme nous avons connu une avalanche de mobilisations populaires dans tout le pays, le régime Ortega-Murillo a développé une stratégie consistant à poursuivre les jeunes, menacer les gens, les mettre à genoux devant les murs en leur disant : « Putschiste, nous allons venir te chercher, nous allons te coller une balle, et toutes ces choses », etc. En plus, chaque fois que nous allions faire une marche, ils nous envoyaient les policiers anti-émeutes. De telle manière que, ces derniers deux mois et demi, chaque fois que nous avons tenté de marcher, le régime militarise les villes, harcèle les gens, nous assiège et empêche la mobilisation. Y compris lors de certaines marches que nous avons fait en septembre, ils nous ont envoyé des paramilitaires pour nous tirer dessus au sus et au vu de la police. Alors, les gens ont cessé de descendre dans la rue, parce que la répression était chaque fois plus forte. Ce fut l'autre manière de réprimer. Y compris lorsque nous sommes allés dans les églises pour essayer de nous manifester, on nous attendait à la sortie pour nous poursuivre et pour arrêter certains d'entre nous, surtout des jeunes, qui ont toujours été leur objectif principal ou préféré.

L'attaque contre les ONG est un nouveau moment de la répression. Malgré qu'il soit très difficile de descendre dans les rues pour protester, nous avons continué à parler, à rester présents dans les médias. Les ONG, surtout celles qui travaillent dans le domaine des droits humains, ont dénoncé la violation de ces droits et, dans cette nouvelle étape, la stratégie de la répression s'exerce d'une part contre les journalistes et d'autre part contre les rares médias indépendants restants, contre les organismes de défense des droits humains et contre les organisations non-gouvernementales, y compris les organisations féministes. Nous sommes à cette étape de la répression.

Le 28 novembre, Ana Quiroz – féministe costaricaine, naturalisée nicaraguayenne, qui vit dans ce pays depuis trois décennies – fut convoquée, sans qu'on lui donne de plus amples explications – aux bureaux de la migration. Elle fut traitée comme une délinquante et conduite à la frontière avec le Costa Rica, son pays d'origine. Ensuite, les locaux de son organisations (CISAS), un centre qui travaille sur les thèmes de la santé communautaire depuis trois décennies, furent perquisitionnés. Le matériel de bureau fut enlevé. Maintenant, la police est revenue prendre le local et dire que ses biens étaient confisqués.

Les médias sont surveillés en permanence, des journalistes ont été capturés et frappés, la Radio Darío fut brûlée, maintenant elle a été perquisitionnée. Certaines radios ont dû fermer : le cas le plus récent est celui de la Fondation Del Rio, qui traitait des thèmes de l'environnement. Cela s'est produit à la fin de la semaine passée. Non seulement 8 organisations non-gouvernementales, y compris le CENIDH, se sont vues privées de leur personnalité juridique, mais leurs locaux ont été perquisitionnés sans aucune procédure légales et il a été déclaré que leurs biens seraient confisqués par l'Etat. En plus de tout cela, une entreprise de communication – qui n'a rien à voir avec les ONG – fut perquisitionnée. Cette entreprise privée, nommée *Confidencial*, qui produit deux programmes télévisés, est propriété de Carlos Fernando Chamorro, fils de Pedro Joaquin Chamorro, qui fut assassiné par la dictature somoziste. Les auteurs de cette intrusion entrèrent dans le local, le perquisitionnèrent et volèrent tout ce qui s'y trouvait. Quand l'équipe de *Confidencial* se rendit à la police pour demander pourquoi ces procédés furent appliqués à une entreprise privée qui n'a rien à voir avec la loi sur les associations civiles sans buts lucratifs, la police réprima, frappa, menaça les journalistes.

Dans le cas du CENIDH, un organisme très emblématique dans ce pays, qui a accompagné les luttes des femmes, des jeunes, des paysans, la police entra comme des délinquants dans son local, ils embarquèrent tout le matériel et quand Vilma Nuñez, la directrice du CENIDH, et le reste de l'équipe tentèrent d'entrer dans leur local, la police les en empêcha. Comble de barbarie, ils empêchèrent même la directrice de faire des déclarations à la presse indépendante. Comme le dit Paulo Abrão (de la CIDH), nous vivons dans un état d'exception, qui a violé tous les droits citoyens : le droit à la libre expression, à la libre mobilisation, à la protestation civile, à la liberté d'organisation. C'est un état d'exception, qui n'a pas été décrété légalement, mais qui a été imposé *de facto*.

Veux-tu dire quelque chose de plus ?

Je veux dire une chose : dès le premier moment qu'a éclaté cette crise, les féministes nicaraguayennes ont pu compter sur l'appui et le soutien des féministes latino-américaines et aussi de celles de l'Etat espagnol. Elles nous ont beaucoup appuyé. Nous reconnaissons profondément le niveau d'engagement qu'elles ont montré durant tout ce temps. Sans elles, par exemple, la Caravane de la solidarité qui a parcouru toute l'Amérique latine et une bonne partie de l'Europe n'aurait pas été possible. C'est à elles que nous devons cet énorme effort.

D'autre part, je voudrais te dire que les féministes nicaraguayennes vont continuer à dénoncer, à lutter, à défendre nos libertés, et aussi celle de toute la société nicaraguayenne. Dans ce moment qui nous manque, dont nous avons confiance qu'il sera plus court, nous espérons é pouvoir continuer de compter sur les mouvements sociaux de l'Amérique latine et de la Caraïbe, et sur les journalistes hommes et femmes, engagé-e-s avec les causes justes. Ils peuvent continuer à donner une place à la terrible situation que vit en ces temps le Nicaragua.

Propos recueillis par Claudia Korol

Traduit du castillan : Hans-Peter Renk

P.-S.

- Texte original paru in : Marcha : une mirada popular y feminista de la Argentina y del mundo, 23 décembre 2018 :
<http://www.marcha.org.ar/nicaragua-el-feminismo-como-ejercicio-de-autonomia-y-de-lucha-por-la-libertad/>

- Traduit du castillan : Hans-Peter Renk.